

Les Burkinabè partagés entre la gouvernance démocratique et le régime militaire

Dépêche No. 777 d'Afrobarometer | Augustin Loada

Résumé

Depuis son indépendance en 1960, le Burkina Faso connaît un balancement qui n'en finit pas entre d'une part les régimes autoritaires et les régimes démocratiques, et d'autre part entre les régimes constitutionnels et les régimes non-constitutionnels à dominante militaire.

Après une longue période d'instabilité amorcée avec la chute de la 3^e République en 1980, le Burkina Faso a renoué avec l'ordre constitutionnel à travers l'adoption par référendum de la Constitution du 2 juin 1991 et la tenue d'élections plus ou moins concurrentielles en 1991-1992. Mais le processus démocratique impulsé d'en haut a abouti à la mise en place d'un régime hybride, combinant à la fois des traits démocratiques formels et des traits autoritaires (Villalón & Idrissa, 2020 ; Loada, 2010).

Suite à l'insurrection populaire d'octobre 2014 déclenchée par le projet de révision constitutionnelle visant à supprimer la clause limitative du nombre de mandats présidentiels, un processus transitionnel dirigé par des militaires et des civils a été mis en place. Ce processus a abouti à l'organisation des élections présidentielles et législatives de novembre 2015, qui ont porté au pouvoir le Président Roch Marc Christian Kaboré et son parti. Mais ce nouveau régime constitutionnel a été vite débordé par une grave crise sécuritaire et humanitaire sans précédent. Le Président Kaboré, réélu pour un second mandat en 2020, est renversé le 24 janvier 2022 par un coup d'Etat militaire dirigé par le Lieutenant-Colonel Paul Henri Damiba. Ce dernier est à son tour renversé par un second putsch le 30 septembre 2022.

C'est dans ce contexte que les résultats de l'enquête Afrobarometer apportent un éclairage nouveau sur les préférences des Burkinabè en matière de gouvernance politique, plus particulièrement en ce qui concerne la gouvernance démocratique et l'intervention des militaires sur la scène politique.

Les Burkinabè sont divisés entre la démocratie et le régime militaire. La majorité d'entre eux préfèrent la démocratie à toute autre forme de gouvernement et rejettent la règle du parti unique et la dictature. Mais paradoxalement la majorité des citoyens sont également contre la nécessité d'avoir plusieurs partis politiques dans le pays, sont favorables au gouvernement militaire et trouvent légitime que l'armée prenne contrôle du pays dans le cas hypothétique où les leaders élus abusent de leur pouvoir au nom de leurs propres intérêts.

Seulement une minorité de citoyens burkinabè considèrent que leur pays est une démocratie en bon état, et une large majorité d'entre eux se disent ne pas être satisfaits de la manière dont la démocratie fonctionne dans le pays.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été

réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Burkina Faso, conduite par l'Institut pour la Gouvernance et le Développement (IGD), s'est entretenue avec 1.200 adultes burkinabè entre le 20 septembre et le 12 octobre 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Burkina Faso en 2008, 2012, 2015, 2017 et 2019.

Résultats clés

- La majorité des Burkinabè disent préférer la démocratie à toute autre forme de gouvernement (55%) et pensent que les dirigeants devraient être choisis à travers des élections (70%).
- De larges majorités de citoyens rejettent la règle du parti unique (79%) et la dictature (68%).
- Mais seulement 36% des citoyens burkinabè estiment que leur pays est « une pleine démocratie » ou « une démocratie avec des problèmes mineurs ». Près des deux tiers (65%) se disent insatisfaits du fonctionnement de la démocratie dans le pays.
- Près de six Burkinabè sur 10 (59%) affirment que les partis politiques créent la division et la confusion et qu'il n'est donc pas nécessaire d'en avoir plusieurs au Burkina Faso.
- Deux tiers des citoyens burkinabè soutiennent les gouvernements militaires (66%) et affirment qu'il est légitime que les forces armées prennent contrôle du pays dans le cas hypothétique où les leaders élus abusent de leur pouvoir pour leurs propres intérêts (66%).

Soutien à la démocratie et à certains de ses principes

Les citoyens burkinabè ont un attachement à la démocratie et à certains de ses principes.

La majorité (55%) des répondants disent que la démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement (Figure 1). En revanche, le quart (25%) des Burkinabè expriment leur

préférence pour un gouvernement non démocratique et 20% leur indifférence à l'égard de la forme du gouvernement.

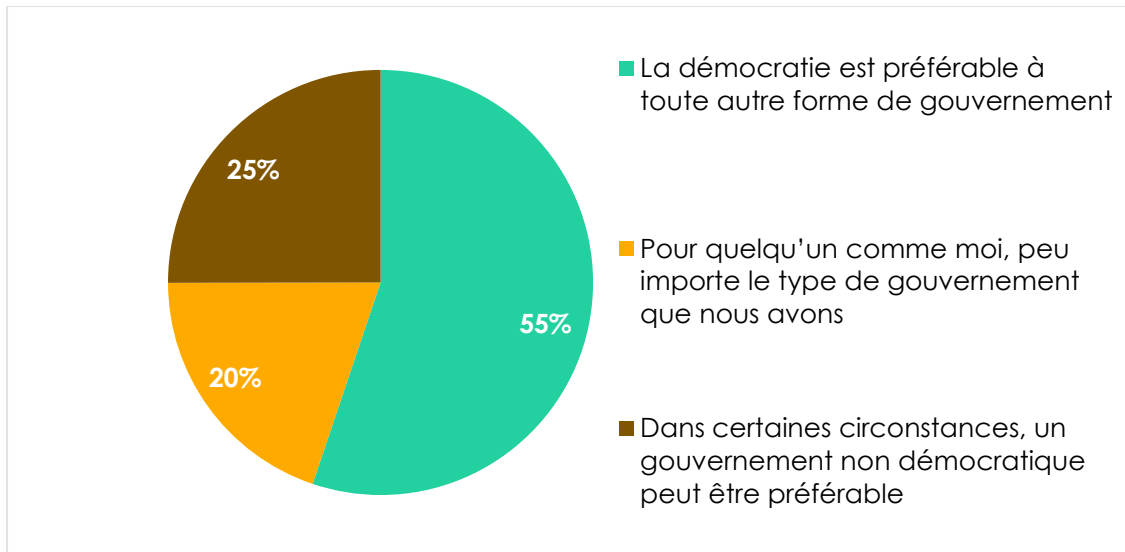
Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Dans un régime démocratique, les dirigeants sont en principe sélectionnés à travers les élections. Cette méthode démocratique est pourtant critiquée par certains

Burkinabè. En effet, ceux-ci dénoncent entre autres des fléaux comme le clientélisme, la fraude et la corruption, qui sont généralement associés aux élections au Burkina Faso, et la faible empathie ou redevabilité des dirigeants à l'égard de leurs électeurs, une fois les élections terminées (Darracq & Magnani, 2011).

Malgré ces critiques, sept Burkinabè sur 10 (70%) pensent que les dirigeants devraient être choisis dans le pays à travers des élections régulières, libres et transparentes (Figure 2).

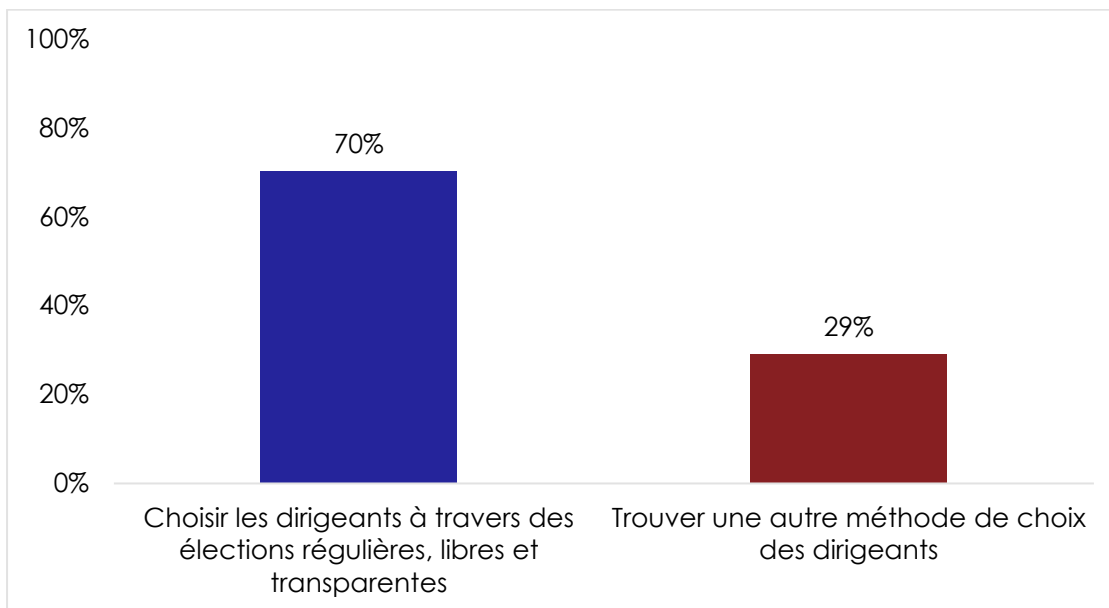
Figure 1 : Soutien à la démocratie | Burkina Faso | 2022



Question posée aux répondants : Laquelle de ces trois affirmations est la plus proche de votre opinion ?

Figure 2 : Soutien aux élections comme meilleur moyen pour choisir les dirigeants

| Burkina Faso | 2022



Question posée aux répondants : Laquelle de ces affirmations est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Nous devrions choisir nos dirigeants dans ce pays à travers des élections régulières, libres et transparentes.

Affirmation 2 : Puisque les élections produisent parfois de mauvais résultats, nous devrions adopter d'autres méthodes de choix des dirigeants de ce pays.

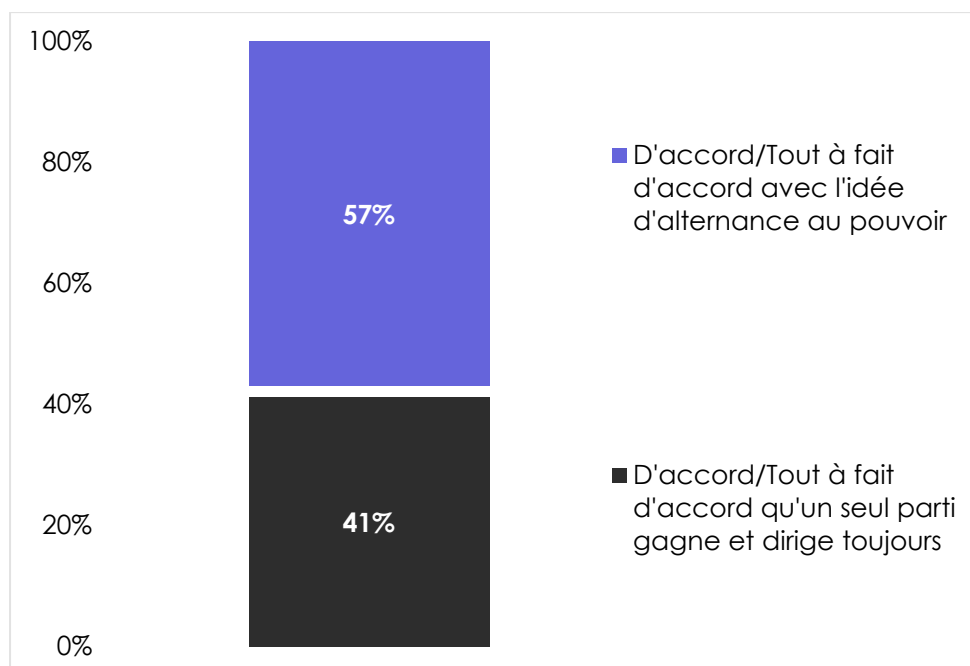
(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

L'alternance démocratique est considérée par certains auteurs comme un indicateur de la qualité, voire de la consolidation, d'un processus démocratique. Pourtant, au Burkina Faso, comme dans maints pays africains, l'alternance démocratique demeure une expérience qui n'a jamais été vécue. Les seuls changements d'équipes dirigeantes qui se sont produits à la

tête de l'Etat au Burkina Faso sont ceux enregistrés à l'occasion des différents coups d'Etat militaires que le pays a vécus. Quant aux différents régimes constitutionnels qui se sont succédés au Burkina Faso, ils ont souvent été caractérisés par l'existence d'un système de parti dominant dans lequel le parti présidentiel reste continûment au pouvoir jusqu'à ce qu'il soit renversé par un soulèvement populaire, une insurrection populaire ou un coup d'Etat militaire. Cette absence d'alternance démocratique dans la gestion du pouvoir d'Etat ne semble pas congruente avec les préférences de la majorité des Burkinabè.

En effet, près de six Burkinabè sur 10 (57%) affirment que dans une démocratie, il est préférable que le pouvoir change parfois de mains lors des élections d'un parti politique à un autre (Figure 3).

Figure 3 : Préférence pour l'alternance au pouvoir | Burkina Faso | 2022



Question posée aux répondants : Laquelle de ces affirmations est la plus proche de votre opinion ?
 Affirmation 1 : Dans une démocratie, il est préférable que le pouvoir change parfois de mains lors des élections d'un parti politique à un autre.

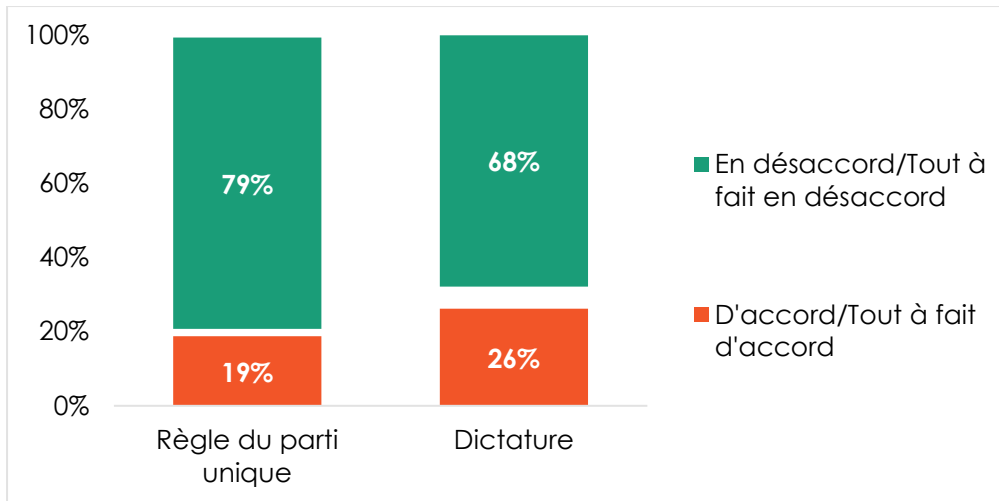
Affirmation 2 : Dans une démocratie, tant qu'un gouvernement est élu par le peuple lors d'élections libres et transparentes, peu importe qu'un parti gagne toujours et gouverne continuellement le pays.

Le rejet de quelques alternatives autocratiques

C'est dans un contexte de pluralisme politique que le Burkina Faso accède à l'indépendance en 1960, à l'instar d'autres pays ouest-africains. De manière générale, le système multipartite burkinabè a fait preuve de résilience depuis l'avènement de l'Etat post-colonial, même en période d'autoritarisme dur. En effet, à l'exception du régime de la 1^{er} République renversé à la suite d'un soulèvement populaire le 3 janvier 1966, aucun des différents régimes autoritaires qui se sont succédés au Burkina Faso n'a réussi à imposer le règne du parti unique. La résilience du pluripartisme au Burkina Faso est confortée par l'opinion des Burkinabè qui rejettent l'idée d'un parti unique et la loi d'un seul homme fort.

Ainsi, une large majorité de Burkinabè rejettent les alternatives suivant lesquelles un seul parti politique est autorisé à se présenter aux élections et à gouverner (79%), et les élections et l'Assemblée Nationale sont abolies de sorte que le président puisse tout décider (68%) (Figure 4).

Figure 4 : Rejet du règne du parti unique et de la dictature | Burkina Faso | 2022



Questions posées aux répondants : Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec les alternatives suivantes :

Un seul parti politique est autorisé à se présenter aux élections et à gouverner ?

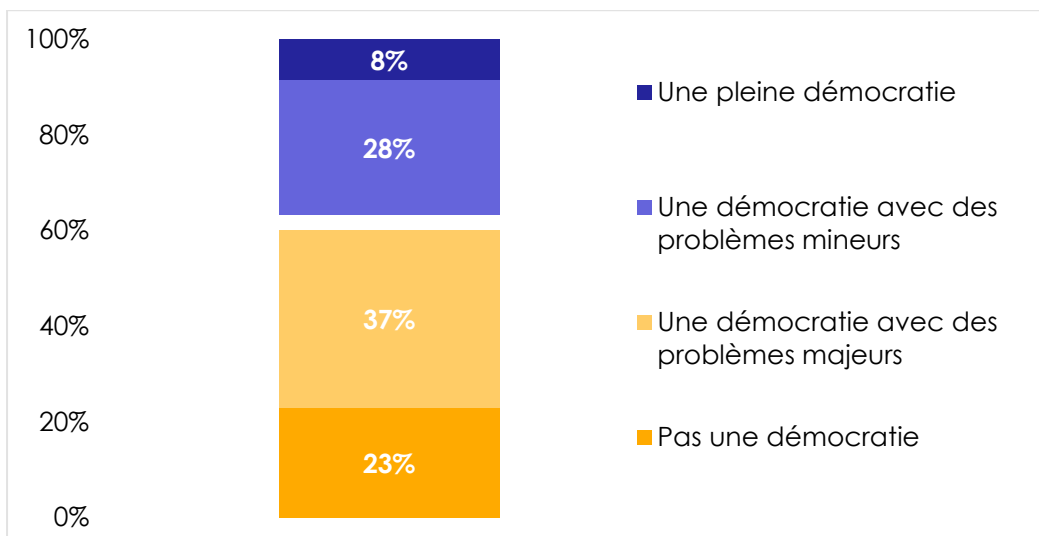
Les élections et l'Assemblée Nationale sont abolies de sorte que le président puisse tout décider ?

Satisfaction par rapport à la démocratie

Si la majorité des Burkinabè affirment que la démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement, sont-ils pour autant satisfaits du déroulement de la démocratie dans leur pays ?

On peut en douter. En effet, seulement 36% des Burkinabè affirment que le Burkina Faso est « une pleine démocratie » ou « une démocratie avec des problèmes mineurs », pendant que la majorité (60%) estiment que leur pays est « une démocratie avec des problèmes majeurs » ou « n'est pas une démocratie » (Figure 5).

Figure 5 : Niveau de la démocratie | Burkina Faso | 2022

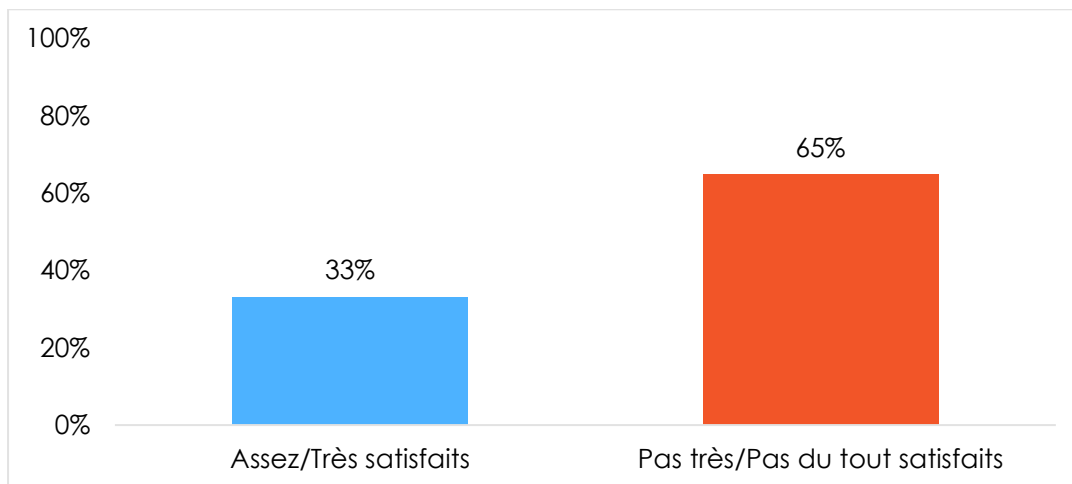


Question posée aux répondants : A votre avis, quel est le niveau de la démocratie au Burkina Faso aujourd'hui ?

Peu étonnant, près des deux tiers (65%) se disent insatisfaits de la manière dont la démocratie fonctionne dans le pays (Figure 6).

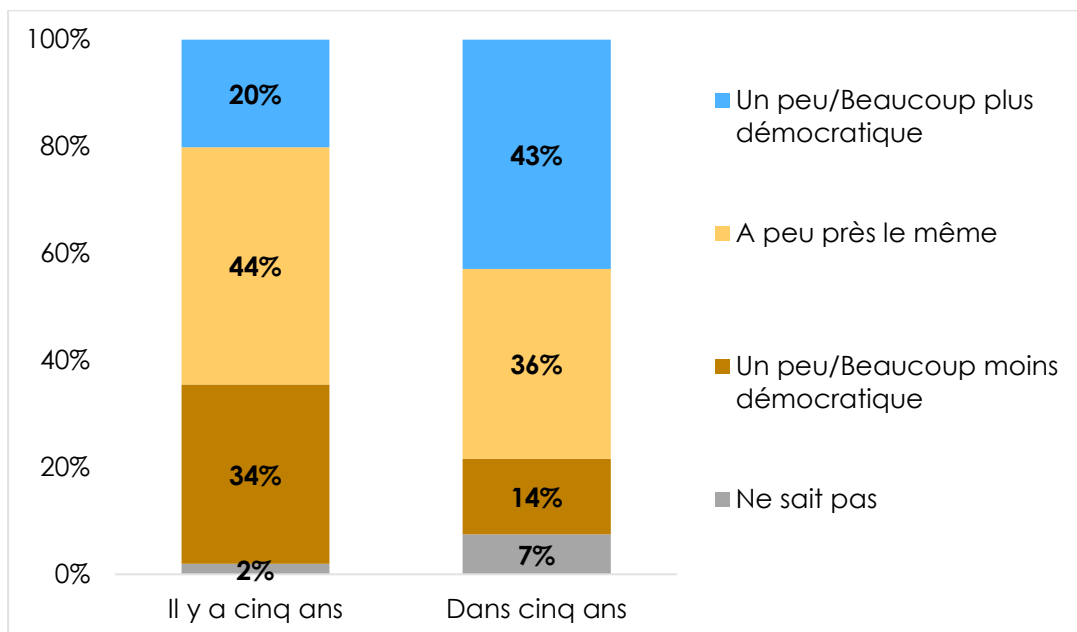
Par rapport au passé, un cinquième (20%) des Burkinabè pensent que leur pays est « un peu plus démocratique » ou « beaucoup plus démocratique » qu'il y a cinq ans. Ils sont plus du double (43%), mais pas majoritaires, à garder l'espoir d'un Burkina Faso plus démocratique dans les cinq prochaines années (Figure 7).

Figure 6 : Satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie | Burkina Faso
 | 2022



Question posée aux répondants : Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction de la manière dont la démocratie fonctionne au Burkina Faso ?

Figure 7 : Niveau de la démocratie par rapport au passé et au futur
 | Burkina Faso | 2022



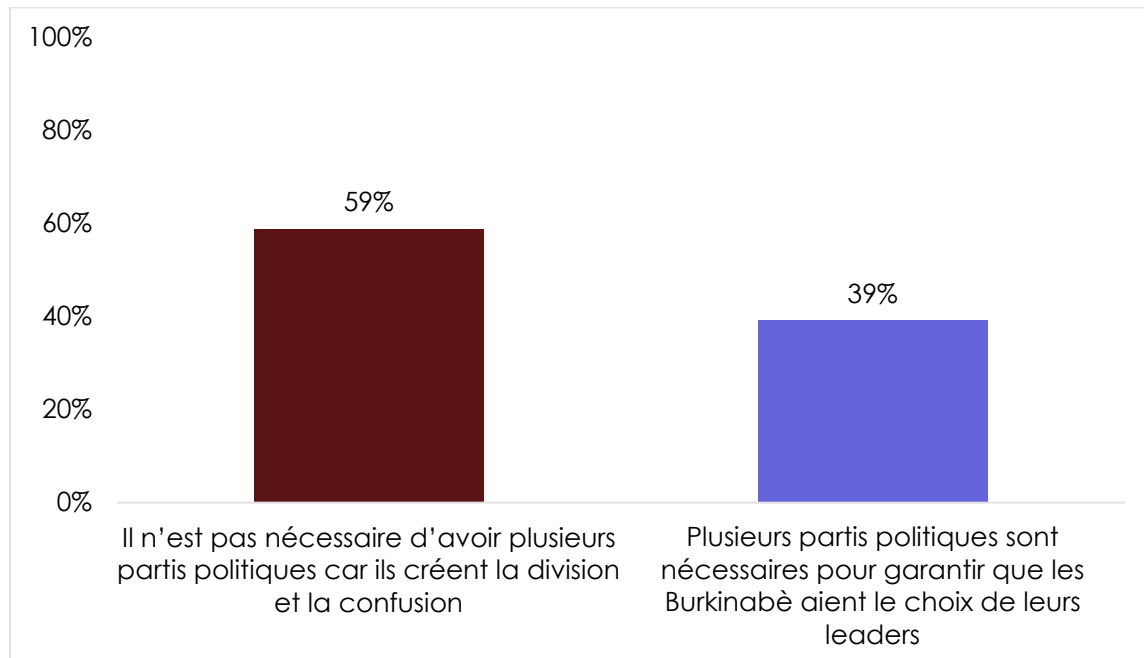
Questions posées aux répondants : Pensez-vous que ce pays est plus démocratique, moins démocratique ou à peu près le même qu'il ne l'était il y a cinq ans ? Pensez-vous que dans cinq ans, ce pays sera plus démocratique qu'il ne l'est maintenant, moins démocratique, ou à peu près la même chose ?

Tolérance de pratiques non démocratiques

Presque six Burkinabè sur 10 (59%) affirment que les partis politiques créent la division et la confusion et qu'il n'est donc pas nécessaire d'en avoir plusieurs au Burkina Faso (Figure 8). Ce n'est pas l'avis de quatre Burkinabè sur 10 (39%), qui pensent que plusieurs partis politiques sont nécessaires pour garantir que les Burkinabè aient réellement le choix de ceux qui vont les gouverner.

Le fait que la majorité des Burkinabè considèrent qu'il n'est pas nécessaire d'avoir plusieurs partis politiques peut paraître paradoxal, dans la mesure où ils sont encore plus nombreux (79%) à manifester leur désaccord à l'égard du système à parti unique. On peut alors penser que c'est moins la pluralité de partis que le foisonnement de ces partis et les divisions et confusions qui en résultent que les répondants rejettent.

Figure 8 : Rejet du pluripartisme | Burkina Faso | 2022



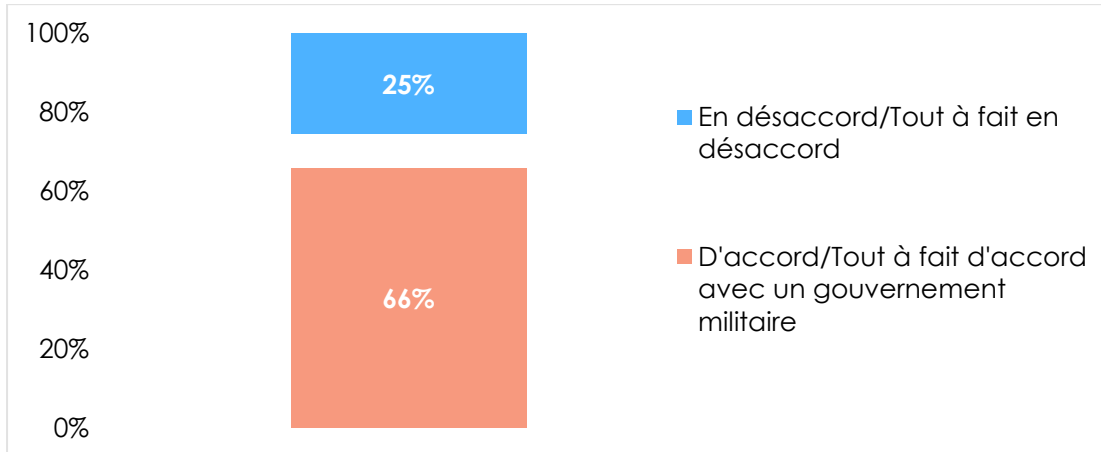
Question posée aux répondants : Laquelle de ces affirmations est la plus proche de votre opinion ?
 Affirmation 1 : Les partis politiques créent la division et la confusion ; il n'est donc pas nécessaire d'en avoir plusieurs au Burkina Faso.
 Affirmation 2 : Plusieurs partis politiques sont nécessaires pour garantir que les Burkinabè aient réellement le choix de ceux qui vont les gouverner.
 (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Depuis le soulèvement populaire du 3 janvier 1966 à la faveur duquel elle a été appelée à prendre le pouvoir d'Etat, l'armée burkinabè n'a plus jamais quitté la scène politique, jouant un rôle de régulation politique quand elle ne décide pas d'intervenir ouvertement sur la scène politique pour mettre fin au régime civil constitutionnel (Sampana, 2018a, b). Cette intrusion de l'armée dans la vie politique ne semble pas horripiler la majorité des Burkinabè comme en attestent les résultats de la dernière enquête Afrobarometer.

En effet, deux tiers des Burkinabè affirment qu'ils sont d'accord avec l'alternative suivant laquelle l'armée intervient pour diriger le pays (66%) (Figure 9) et trouvent légitime cette intervention dans le cas hypothétique où les leaders élus abusent de leur pouvoir au nom de leurs propres intérêts (66%) (Figure 10).

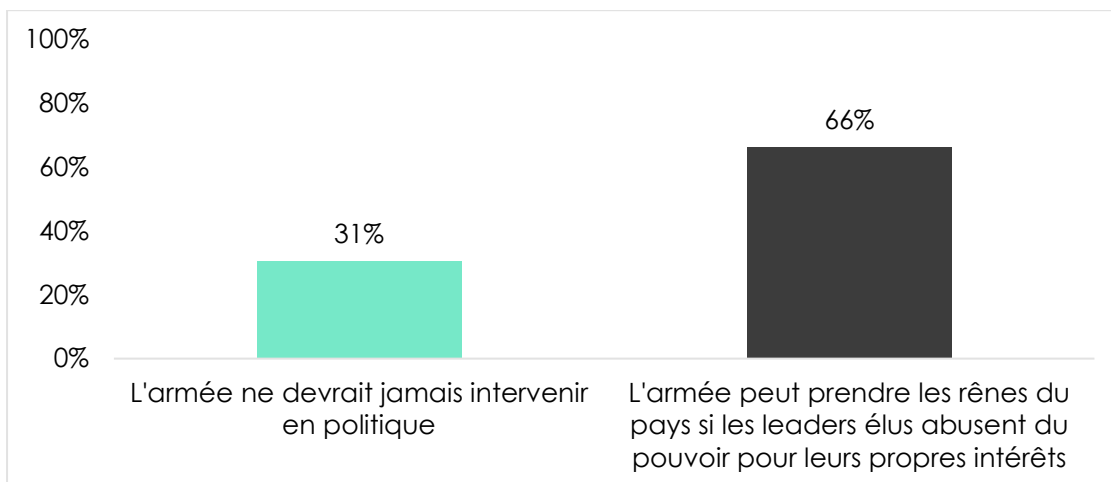
Ce soutien majoritaire à la participation de l'armée en politique se montre fort peu importe le sexe, la localité urbaine-rurale, le niveau d'instruction et la situation économique des répondants¹ (Figure 11).

Figure 9 : Acceptation du gouvernement militaire | Burkina Faso | 2022



Question posée aux répondants : Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec l'alternative suivante : L'armée intervient pour diriger le pays ?

Figure 10 : Approbation de l'intervention de l'armée en politique | Burkina Faso | 2022



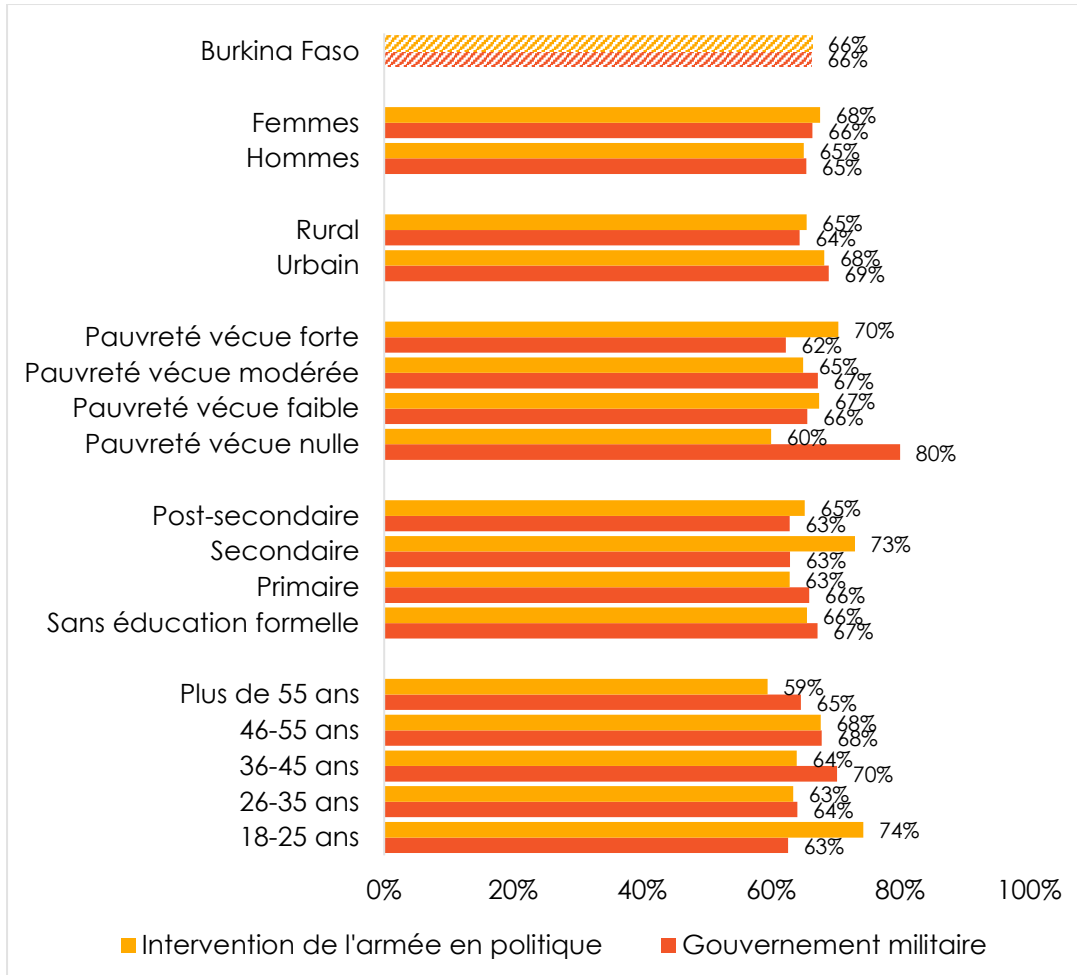
Question posée aux répondants : Laquelle de ces affirmations est la plus proche de votre opinion ?
 Affirmation 1 : Les forces armées du Burkina Faso ne devraient jamais intervenir dans les affaires politiques du pays.

Affirmation 2 : Il est légitime que les forces armées prennent contrôle du gouvernement lorsque les leaders élus abusent de leur pouvoir pour leurs propres intérêts.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 11 : Acceptation du gouvernement militaire et approbation de l'intervention de l'armée en politique | par groupe démographique | Burkina Faso | 2022



Questions posées aux répondants :

Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec l'alternative suivante : L'armée intervient pour diriger le pays ? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Laquelle de ces affirmations est la plus proche de votre opinion ? Affirmation 1 : Les forces armées du Burkina Faso ne devraient jamais intervenir dans les affaires politiques du pays.

Affirmation 2 : Il est légitime que les forces armées prennent contrôle du gouvernement lorsque les leaders élus abusent de leur pouvoir pour leurs propres intérêts.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 2)

Conclusion

Les résultats de l'enquête Afrobarometer montrent que les Burkinabè expriment des opinions paradoxales à l'égard de la gouvernance politique. D'une part, ils sont très majoritairement opposés au système à parti unique et à la dictature d'un seul homme ; d'autre part, ils sont à la fois critiques à l'égard du multipartisme qui peut être source de divisions et de confusion selon eux, et favorables à l'alternance au pouvoir des partis politiques. Ils estiment que la démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement et préfèrent que leurs dirigeants soient choisis à travers des élections régulières, libres, et transparentes. Mais en même temps, ils sont majoritairement favorables à l'intervention de l'armée pour diriger le pays, par exemple dans le cas hypothétique où les élus abusent de leur pouvoir. Enfin, ils ne semblent pas satisfaits du fonctionnement de la démocratie au Burkina Faso.

Références

- Darracq, V., & Magnani, V. (2011). Les élections en Afrique : Un mirage démocratique ? *Politique Etrangère*, 4 (Hiver).
- Loada, A. (2010). Contrôler l'opposition dans un régime semi-autoritaire : Le cas du Burkina Faso de Blaise Compaoré. Dans Hilgers, M., & J. Mazzocchetti (Eds.), *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire : Le cas du Burkina Faso* (pp. 269-294). Collection Hommes et Sociétés. Paris : Karthala.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Sampana, L. (2018a). L'arbitrage politique des armées burkinabè et sénégalaise à la lumière des conflits sociopolitiques. *Revue béninoise de Science politique*.
- Sampana, L. (2018b). La démilitarisation paradoxale du pouvoir politique au Burkina Faso. *Les Champs de Mars*, No. 28.
- Villalón, L. A., & Idrissa, R. (2020). Democratic struggle, institutional reform, and state resilience in the African Sahel. Lexington Books.

Augustin Loada est le coordonnateur général de l'enquête d'Afrobarometer au Burkina Faso. Email : aloada@hotmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel. Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org

Suivez nos publications sur #VoicesAfrica.



Dépêche No. 777 d'Afrobarometer | 1 mars 2024